



**En librairie
le 15 septembre**

«On ne prête qu'aux riches», dit l'adage. Ce n'est pas tout à fait vrai. On prête également aux pauvres! Mais pas aux mêmes taux ! Vous vous souvenez peut-être de cette histoire qui avait fait grand bruit : une entreprise avait décidé de prêter de l'argent aux plus démunis, à des taux dépassant parfois les 20% ! Une pratique anglo-saxonne qui avait fait scandale en France, tant elle symbolisait combien on pouvait bâtir des fortunes sur le dos des pauvres.

C'est le même processus au niveau des États. Les agences de notation, lorsqu'elles baissent la note d'un pays, donnent une justification à l'augmentation du taux d'intérêt auquel on lui prête. Décryptons ceci.

Lorsqu'un pays veut investir, il emprunte. Jusque-là, rien de plus logique : on fait peser sur plusieurs générations qui profiteront des infrastructures le coût de la dette. C'est donc un emprunt à long terme.

À qui empruntent les États ? À des banques privées.

Qui fixe les taux d'intérêt ? Des agences de notations privées.

Sur quels critères ? C'est simple : lorsqu'un pays veut financer des hôpitaux, des écoles, de la formation, des systèmes de protection sociale ou de retraite, pour les agences de notation, c'est de la mauvaise gestion. La note baisse, les taux d'intérêt augmentent, la dette s'accroît. Lorsque l'État s'appauvrit parce qu'il baisse les impôts des plus riches, c'est considéré comme de la bonne gestion, donc la note ne baisse pas et les taux d'intérêt stagnent. Croyez-vous qu'il y ait un rapport entre le fait que les banques et les agences de notation appartiennent à des financiers très fortunés et qui ont des liens très étroits ?

Moralité ? Plus vous dépensez de l'argent pour réparer les dégâts causés par la crise financière causée par ces mêmes banquiers, plus vous vous appauvrissez... Et plus vous engraissez les engraisés ! L'exemple de la Grèce est en ce sens incroyable. Elle est en difficulté ? On lui prêtera de l'argent à des taux proches de 20% par an. Cet argent vient des banques, qui ont été renflouées par les États (donc par les salariés) après la crise financière. Les États ont prêté l'argent à des taux de 0,5%, via la Banque Centrale Européenne (BCE). Ne nous étonnons plus que les banques aient établi des bénéfiques records l'année d'après la crise qui a failli les mettre toutes à genoux. Il suffirait pourtant que la BCE prête directement aux États pour que ceux-ci aient des taux d'intérêt à rembourser qui n'handicapent pas leur croissance. Mais pour ça, il faut sortir du Traité de Lisbonne qui interdit une telle manœuvre.

Qui paie cette folie ? Les peuples ! Tondus à coup de plans d'austérité !

Pourtant, d'autres solutions existent pour sortir de la crise. Ceux qui nous gouvernent ne veulent pas faire ? Qu'ils s'en aillent. "Nous, on peut" comme dit mon camarade économiste Jacques Généreux.

D'abord et avant tout, remettons quelques vérités à leurs places : certes, l'endettement des pays occidentaux existe. Pour autant, il n'est pas si catastrophique qu'on veut bien nous le faire croire. Il faut ramener l'endettement global sur le nombre d'années qu'il reste pour rembourser, et non sur le PIB annuel (= le revenu annuel de la France). Et là, ce n'est plus le chiffre de 85% mais celui de 12%.

C'est encore trop ? Et bien soit : plutôt que de baisser les dépenses, si on augmentait les recettes ? Car le budget d'un pays a ceci de différent avec le budget d'un ménage : un État décide de ses recettes.

Et Nicolas Sarkozy a renforcé l'implacable machine déjà mise en route par la droite depuis 10 ans, qui a asséché les finances publiques en baissant l'impôt des plus riches et en créant toutes sortes de niches fiscales.

Voilà ce que le Front de Gauche propose : Taxons enfin les revenus financiers à égalité avec

ceux du travail (aujourd'hui 40% en moyenne pour le travail contre 18% sur le capital)...
Résultat : c'est 100 milliards de plus dans la caisse. 2 fois plus que le coût annuel du service de la dette qui est de 50 milliards. Largement de quoi faire. Nous risquons d'être "mal notés", me direz-vous ? Oui, mais par qui ? Des agences de notation qui sont la propriété d'adversaires politiques. L'exemple étasunien est édifiant. L'agence de notation qui a baissé la note des États-Unis appartient à un membre actif du Parti Républicain, adversaire acharné des Démo-crates, du Président Obama et des hausses d'impôts ! Il n'y a pas en la matière de "critères objectifs". Moquez-vous des mines déconfites des commentateurs de la vie politique et économique qui reprennent pour argent comptant, sans vérification aucune, les brèves de l'AFP.

Tout ceci n'est que le produit d'une idéologie. Il faut commencer par résister à cet acharnement idéologique dont on nous rabat les oreilles, que ce soit par les médias, les "personnes autorisées" ou les personnalités politiques de tous bords. Ensuite, on s'aperçoit alors que nous pouvons faire autrement. Ne nous laissons pas avoir par des affoleurs ! C'est le sens de nos propositions qui viendront nourrir le débat politique tout au long de la campagne électorale qui, à travers la lutte pour l'analyse de la crise, a d'ores et déjà commencé.